



## DECLARATION FINALE DE LA CONFERENCE DEBAT

**JEUDI 23 MAI 2024**

Réunies à l'occasion de la 10<sup>e</sup> année d'existence du « Groupe des 9 », les 9 organisations UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFTC, UNIRetraités-CFE-CGC, FSU-Retraités, UNIRS-Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble et Solidaires-UNRPA, ont débattu, à la suite de l'intervention de M. Jean-Marie Pernot, du bilan et des perspectives de l'unité d'action chez les retraité.es dans une situation marquée par les attaques incessantes du gouvernement contre les droits et garanties des salarié.es actifs, chômeurs et retraité.es.

Les organisations du Groupe des 9 n'acceptent pas la dégradation continue de la situation des retraité.es et personnes âgées de ce pays, ce qui pose la question de la place des retraité.es dans notre société. Pouvoir d'achat laminé malgré les engagements pris, services publics dégradés, système de soins et hospitalier publics en grande souffrance, stigmatisation sociale et mépris de la part des institutions politiques : la coupe est pleine.

Dans un contexte qui voit se multiplier les attaques contre tous les systèmes de protection sociale en particulier la Sécurité sociale, l'assurance-chômage, les retraites complémentaires et où le ministre de l'Economie appelle ouvertement à la fin de l'Etat-providence, il est urgent de dire : Halte ! Assez de reculs ! Il faut se battre !

Nos organisations sont conscientes des menaces sur les libertés syndicales et individuelles et considèrent que face à ces dérives, il est urgent de réaffirmer nos revendications qui sont à l'origine du G9 et qui sont le ciment de l'unité d'action que nous mettons en œuvre depuis 10 ans :

- Défense du pouvoir d'achat des retraité.es par l'indexation de toutes les pensions sur les salaires, la revalorisation des pensions au moins à hauteur de l'inflation, le rattrapage des pertes subies et exigence de ne plus avoir de pension inférieure au SMIC.
- Défense des pensions de réversion.
- Défense de l'accès aux soins dans le cadre du 100% Sécu que nous revendiquons.
- Défense des services publics, en particulier ceux de proximité : hôpitaux, EHPAD, SSAD, transports, etc.

Nous nous engageons à poursuivre la défense de notre plate-forme revendicative dans la recherche constante de l'unité d'action et la défense acharnée de nos conditions de vie.

Paris, le 23 mai 2024.